

09 MAI 2022

Arrêté du

**autorisant le changement d'exploitant de la société UPM-France SAS, Ets Chapelle Darblay sise Chemin
Départemental 3 à Grand-Couronne au bénéfice de la Société Nouvelle Darblay Production**

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, notamment ses livres I et V,
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution dite « IED » (Industrial Emissions Directive) ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1er avril 2019 portant nomination de M. Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°22-014 du 1^{er} avril 2022 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les actes antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral 20 décembre 2019 autorisant la société UPM-France SAS, Ets Chapelle Darblay, dont le siège social est situé 134, rue Danton à LEVALLOIS PERRET (92300), à exploiter la papeterie située CD3 sur le territoire de la commune de GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté interpréfectoral du 20 décembre 1999 modifié par l'arrêté interpréfectoral du 16 octobre 2000 réglementant l'épandage des boues et des cendres de la papeterie de Grand-Couronne sur des terres agricoles des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2015 portant prescriptions complémentaires actant la demande de dérogation à l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion ;
- Vu la demande en date du 1^{er} avril 2022 (reçue le 4 avril 2022, et complétée le 8 avril 2022) par laquelle la Société Nouvelle Darblay Production, dont le siège social est situé 18-20, rue Henri Rivière - Le Trident - BP 91013 - 76171 ROUEN Cedex sollicite d'obtenir à son nom les autorisations susvisées accordées à la société UPM-France SAS ;

- Vu l'avis de la DREETS en date du 26 avril 2022 ;
- Vu l'avis de la Banque de France en date du 28 avril 2022 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 02 mai 2022 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 05 mai 2022 ;
- Vu la réponse de l'exploitant par courriel du 05 mai 2022.

CONSIDÉRANT

que par demande en date du 1^{er} avril 2022 (reçue le 4 avril 2022, et complétée le 8 avril 2022) la Société Nouvelle Darblay Production sollicite le transfert à son nom les autorisations accordées à la société UPM-France SAS le 20 décembre 2019 pour l'exploitation de la papeterie située chemin départemental 3 (CD 3) sur le territoire de la commune de Grand-Couronne ;

que tout changement d'exploitant d'une installation classée dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières est soumis à autorisation préfectorale préalable ;

que le projet vise à réindustrialiser la papeterie de Grand-Couronne d'ici septembre 2025 en modifiant la machine à papier pour produire du papier pour carton ondulé (PPO), en lieu et place du papier journal produit jusque-là par la société UPM, la production de PPO relevant de la même rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement que la production de papier journal ;

que le projet vise par ailleurs à augmenter la production de papier de 830 à 1300t/j, ce qui constitue une modification substantielle du dossier et nécessite l'obtention d'une nouvelle autorisation environnementale ;

que la demande de changement d'exploitant émise par la Société Nouvelle Darblay Production contient un certain nombre d'éléments d'appréciation en vue de répondre aux exigences réglementaires et notamment aux termes des articles R.516-1 et R. 411-11 du code de l'environnement, sans donner de visibilité suffisante sur la possibilité de mener à bien l'ensemble du projet de réindustrialisation de la papeterie de Grand-Couronne, en particulier en ce qui concerne les capacités techniques et financières du repreneur ;

que les aspects concrets, pratiques (nombre et qualification des employés par exemple) et financiers ne sont pas aboutis à la date du dépôt de dossier ;

que l'engagement financier ferme des différentes parties prenantes ne peut être raisonnablement espéré qu'une fois délivrée l'autorisation environnementale d'exploitation à 1300t/j ;

que cependant la DREETS considère que les conditions semblent réunies pour la bonne réalisation du projet ;

que la Banque de France, dans son avis du 28 avril 2022, considère que la situation financière du groupe Veolia, détenteur à 100 % de la Société Nouvelle Darblay production, n'appelle pas de remarques ;

que l'absence de valorisation de la chaleur fatale produite par la chaudière biomasse dans son fonctionnement provisoire est justifiée par le fait que la période de fonctionnement est trop restreinte pour permettre les raccordements nécessaires à la valorisation de cette chaleur, et qu'il convient donc de fixer une échéance de fonctionnement de cette chaudière dans ces conditions provisoires ;

que l'adjonction d'un broyeur mobile de bois ne constitue pas une modification substantielle de l'installation existante ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de l'exploitant, des dispositions prévues par l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} – Transfert autorisation d'exploiter

Les autorisations accordées par l'arrêté interpréfectoral du 20 décembre 1999 modifié ainsi que les arrêtés préfectoraux du 27 janvier 2015 et du 20 décembre 2019 à la société UPM-France SAS pour l'exploitation de la papeterie située chemin départemental 3 (CD3) sur le territoire de la commune de Grand-Couronne (76530), sont transférées à la Société Nouvelle Darblay Production, dont le siège social est situé 18-20, rue Henri Rivière - Le Trident - BP 91013 - 76171 Rouen Cedex.

La Société Nouvelle Darblay Production devient l'exploitant du site situé CD 3 sur le territoire de la commune de Grand-Couronne (76530) dès notification du présent arrêté, et s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions techniques des arrêtés susvisés pour l'exploitation du site.

Article 2 – Niveaux d'émission dans l'eau et dans l'air

Après modification de la machine à papier en vue de produire du papier pour carton ondulé, et après modification de la nature des combustibles utilisés dans la chaudière biomasse (notamment introduction de combustible solide de récupération – CSR) :

- Les niveaux d'émission dans l'eau et dans l'air doivent respecter les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) des conclusions MTD des BREFs sectoriels applicables ;
- Les autres dispositions des actes antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019 autorisant la société UPM-France SAS restent opposables à la Société Nouvelle Darblay Production tant qu'elles ne présentent pas de régression environnementale par rapport aux niveaux d'émission évoqués à l'alinéa ci-dessus.

Article 3 – Épandage des cendres

L'autorisation d'épandage des cendres sur les terres agricoles des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime est soumise à justification préalable que les cendres produites par la Société Nouvelle Darblay Production respectent les critères énoncés aux points 3.2.1 et 3.2.2 annexés à l'arrêté interpréfectoral du 20 décembre 1999 modifié visé en référence ainsi qu'à la confirmation de l'accord des propriétaires ou exploitants agricoles concernés pour une surface épandable utile correspondant au besoin de la Société Nouvelle Darblay Production.

Article 4 – Garanties financières

Les garanties financières, s'établissant à 269 000 €, doivent être établies au plus tard un mois après notification du présent arrêté.

La Société Nouvelle Darblay Production s'engage à transmettre un nouvel acte de cautionnement à l'inspection des installations classées dans ce même délai, et notamment avant tout début d'exploitation du site.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

Article 5 – Exploitation

La Société Nouvelle Darblay Production n'est autorisée à exploiter le site qu'après respect des conditions suivantes :

- 5.1 inclusion dans le capital de la société ou conclusion d'un contrat d'exploitation avec un partenaire papetier disposant des capacités techniques et financières permettant de mener à bien le projet ;

- 5.2 obtention d'une autorisation environnementale visant à l'exploitation de l'usine à une capacité de 1300t/j de papier pour carton ondulé. Le dossier de demande d'autorisation environnementale doit inclure des justificatifs d'engagement financier de toutes les parties prenantes dans le projet (cet engagement pourra être conditionné à l'obtention de l'autorisation environnementale. D'autres conditions suspensives sont à éviter).

A défaut de satisfaire ces conditions, l'exploitation du site n'est pas autorisée. La Société Nouvelle Darblay Production reste libre à tout moment de présenter un projet à connaissance ou un dossier de demande d'autorisation d'exploiter tout ou partie de ce projet, ou toute évolution qu'elle juge nécessaire pour ses productions. Dans le cas contraire, la Société Nouvelle Darblay Production assure la mise en sécurité ainsi que la surveillance du site et de ses impacts.

Article 6 : période transitoire

Par dérogation à l'article 5, le fonctionnement de la cogénération biomasse et des équipements connexes nécessaires à son fonctionnement est autorisé sans valorisation thermique, dans le respect de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019 susvisé. Les rubriques de la nomenclature des installations classées relevant des régimes d'enregistrement ou de l'autorisation associées à ce fonctionnement sont les suivantes (les activités soumises à simple déclaration ne sont pas reprises dans ce tableau) :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1532-2	E	dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues	Dépôt de bois énergie	40000 m3
2260-1 a)	E	Installation de broyage, concassage, criblage des substances végétales et de tous les produits organiques naturels.	Broyeur de bois associé à la chaudière	1,3 MW
2771	A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	Une chaudière de co-incinération Kvaerner d'une puissance de 85 MW th couplée à une turbine à vapeur d'eau d'une puissance électrique de 21 MW associée à une turbine à condensation de 3MW	85 MW th
2921 a	E	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation n'est pas du type circuit primaire fermé.	Circuit de refroidissement TVC (circuit fermé), la puissance thermique évacuée maximale par les tours aéoréfrigérantes 44L101 à 44 L105 étant de 16 200 kW.	16 200 kW
3520 a	A	Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets	Incinération des déchets suivants : Boues issues du process de désencrage : 24,3t/h Bois de catégories A et B : 15t/h Déchets plastiques issues des matières premières : 0,7t/h	40 t/h
4735	A	Substances et mélanges nommément désignés : Ammoniac	Ammoniaque 25%	40,95 t

En cas d'aléa notable sur le déroulement du projet de conversion de l'usine en vue de la fabrication de papier pour carton ondulé, et sans pour autant arrêter le fonctionnement des installations, l'exploitant communique à Monsieur Le Préfet de la Seine-Maritime au plus tard en septembre 2025 un descriptif d'un nouveau projet industriel envisagé pour le site, incluant l'analyse coûts-avantages mentionnée au 16° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement.

6.1 : rejet d'eau dans le milieu naturel

Les rejets d'eau liés au fonctionnement de la chaudière biomasse et à l'éventuelle condensation de vapeur respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019 susvisé, et des articles 36 à 38 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

6.2 : broyage de bois

Le fonctionnement d'un broyeur mobile de bois sur site est autorisé, sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatives aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 7 - Affichage

Une copie du présent arrêté est tenu au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation.

Article 8 – Surveillance

L'ensemble des installations couvertes par le présent arrêté est soumise à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 9 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 10 – Changement d'exploitation et cessation d'activité

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant présente aux services préfectoraux, une demande d'autorisation sous les formes prévues à l'article R.516-1 du code de l'environnement susvisé.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration conformément aux articles R.512-39-1 et R.512-39-5 du code de l'environnement susvisé dans le délai de six mois au moins avant la date de cessation, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 11 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rouen :

- 1) par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 12 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de Grand-Couronne pendant une durée minimum d'un mois.

Madame le maire de Grand-Couronne fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la Société Nouvelle Darblay Production.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 12 – Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, madame le maire de la commune de Grand-Couronne, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Société Nouvelle Darblay Production.

Fait à ROUEN, le

09 MAI 2022

Le préfet



Pierre-André DURAND